

## CONSEIL MUNICIPAL DU 10 JUILLET 2019 EN BREF

Ouverture de la séance à 20h30

ORDRE DU JOUR	CONTENU DES DOSSIERS	VOTE
AFFAIRES GENERALES	APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 22 MAI 2019	Approbation à l'unanimité
AFFAIRES GENERALES	<p><b>CONVENTION DE SERVITUDE DE RESEAUX ENTRE LA COMMUNE ET ENEDIS</b></p> <p>Pour les besoins de la Communauté de Communes de la Côtère (3CM), ENEDIS a été mandatée par cette dernière afin de créer un branchement électrique nécessaire à l'alimentation du poste de relevage situé promenade des tilleuls.</p> <p>Pour cela, il est nécessaire de tirer un câble aérien qui sera ancré en façade sur le mur de la propriété de la Commune dont la référence cadastrale est AB 305 correspondant au mur du restaurant scolaire « Le Petit Prince ».</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DE CONSENTIR à ENEDIS les droits suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Etablir une servitude de réseaux ;</li> <li>○ Etablir un ancrage pour conducteurs aériens d'électricité à l'extérieur des murs ou de la façade donnant sur la voie publique du bâtiment sus-cité ;</li> <li>○ Poser un câble sur façade de 10 mètres environ ;</li> <li>○ Effectuer sous le contrôle de la Commune l'égale des branches, qui se trouvant à proximité de l'emplacement de l'ouvrage, gêneraient la pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages ;</li> <li>○ Utiliser l'ouvrage désigné ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement etc.)</li> </ul> </li> </ul> <p>Par voie de conséquence, ENEDIS pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation de l'ouvrage ainsi établi. Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération, ainsi que tous documents nécessaires à la constitution de servitude ;</li> <li>- DE PRECISER que la convention est conclue à titre gratuit ;</li> <li>- DE PRECISER que les frais d'établissements et de publicité seront à la charge d'ENEDIS.</li> </ul>	Pour à l'unanimité

PATRIMOINE	<p><b>TRANSFORMATION DU PERIMETRE DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES SITUES SUR LA COMMUNE DE MONTLUEL EN CREANT UN PERIMETRE DES ABORDS</b></p> <p>Monsieur le Maire expose que la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 (dite « loi LCAP ») a créé une alternative aux actuels rayons de protection de cinq-cents mètres : les Périmètres Délimités des Abords (PDA).</p> <p>Les PDA ont été insérés dans le code du patrimoine, dans le but d'adapter les servitudes de protection aux enjeux patrimoniaux territorialisés et à la réalité du terrain. En ce sens, ils participent à une meilleure protection du monument historique concerné et des espaces qui participent de son environnement que les rayons de protection de cinq-cents mètres, souvent sujets à interprétation, notamment du fait du critère de co-visibilité difficile à appréhender.</p> <p>Ces PDA obéissent à la même logique que les anciens périmètres de protection, en s'affranchissant de la distance de cinq-cents mètres, pour déterminer les secteurs qui contribuent réellement à la mise en valeur du monument historique inscrit ou classé. Par conséquent, les PDA peuvent être plus restreints ou plus larges que les périmètres de cinq-cents mètres pour s'adapter aux enjeux caractéristiques de chaque secteur concerné.</p> <p>Conformément à la procédure de création des PDA décrite au sein du code du patrimoine, Madame Emilie SCIARDET, Architecte des Bâtiments de France, a proposé à la Commune de réfléchir à la création d'un PDA strictement contenu dans le périmètre du site patrimonial remarquable existant (SPR).</p> <p>Monsieur le Maire précise que le PDA proposé fera l'objet d'une enquête publique conjointe à celle de révision du Plan Local d'Urbanisme. Le conseil municipal devra se prononcer sur l'approbation dudit périmètre après la remise du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur.</p> <p>Une fois approuvé en conseil municipal, le PDA sera créé par arrêté préfectoral, puis annexé au plan de servitude du Plan Local d'Urbanisme.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vu le code de l'urbanisme ;</li> <li>- Vu le code du patrimoine, notamment les articles L. 621-30 et suivants ainsi que les articles R. 621-92 à R. 621-95 ;</li> <li>- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 juin 2013 et révisé le 24 mars 2016 ;</li> <li>- Vu le dossier de création de Périmètre Délimité des Abords (cf. annexe n°3) ;</li> <li>- Considérant que le Périmètre Délimité des Abords proposé par l'Architecte des Bâtiments de France est plus adapté, à la réalité du terrain ainsi qu'aux enjeux patrimoniaux et paysagers des abords des monuments historiques concernés, que les actuels rayons de protection de cinq-cents mètres ;</li> </ul> <p><b>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>DE DONNER un avis favorable sur le Périmètre Délimité des Abords, proposé par Madame l'Architecte des Bâtiments de France, annexé à la présente délibération.</b></li> <li>- <b>D'ACTER que le dossier de création dudit périmètre sera soumis à enquête publique, organisée conjointement avec la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme,</b></li> <li>- <b>D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.</b></li> </ul> <p>Il est précisé que le PDA proposé fera l'objet d'une enquête publique conjointe à celle de révision du Plan Local d'Urbanisme.</p>	Pour à l'unanimité
PETITE ENFANCE	<p><b>APPROBATION DU CHOIX DU DELEGATAIRE CONCERNANT LA GESTION DU POLE PETITE ENFANCE</b></p> <p>Vu la loi n° 93-122 du 29 Janvier 1993, modifiée le 12 Décembre 2001, relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, codifiée aux articles L 1411-1 à L 1411-18 du CGCT, relatifs aux délégations de service public ;</p> <p>Vu l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession puis le Code de la commande publique issu de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 ;</p> <p>Vu l'avis du Comité Technique en date du 8 novembre 2018 ;</p> <p>Vu la délibération du conseil municipal de Montluel en date du 18 décembre 2018 décidant du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de son pôle petite enfance ;</p> <p>Vu les avis de publicité envoyés pour publication en date du 5 février 2019 publiés dans le journal La Voix de l'Ain du 8 février 2019 et la revue ASH du 8 février 2019 ;</p> <p>Vu les procès-verbaux de la commission de délégation de service public en date du 7 mars 2019 et du 25 avril 2019 ;</p> <p>Vu le rapport du Maire en date du 24 juin 2019 notifié à l'ensemble des membres du Conseil municipal le 24 juin 2019 ;</p>	



	<p>Monsieur Le Maire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappelle aux membres de l'assemblée, que par délibération en date du 18 décembre 2018, il a été décidé de lancer une procédure de délégation de service public, en application des dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;</li> <li>- Présente le rapport exposant les différentes étapes de cette procédure, ainsi que le projet de contrat ;</li> <li>- Demande aux élus s'ils ont des observations supplémentaires à faire sur les documents (rapport, projet de contrat et six annexes) qui leur ont été adressés, il y a plus de quinze jours ;</li> <li>- Propose aux membres de l'assemblée de bien vouloir se prononcer sur l'habilitation et l'autorisation donnée à Monsieur Maire afin qu'il puisse procéder à la signature du contrat passé avec l'Association Léo Lagrange Aura Nord.</li> </ul> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>D'APPROUVER</b> le choix de l'association Léo Lagrange Aura Nord comme délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation du pôle petite enfance, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 pour une durée de deux ans ;</li> <li>- <b>D'APPROUVER</b> le contrat de délégation de service public ainsi que l'ensemble de ses annexes ;</li> <li>- <b>D'AUTORISER</b> Monsieur le Maire à signer ledit contrat et ses annexes, et, à effectuer toutes les formalités de publicité, transmission et notification requises pour l'exécution de la présente délibération.</li> </ul>	<p><b>Pour à l'unanimité</b></p>
IMMOBILIER	<p><b>VENTE D'UN BATIMENT A USAGE DE GARAGE SIS 376 RUE NEUVE A MONTLUEL – MODALITES ET PRIX</b></p> <p>Vu les articles L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulant que le Conseil Municipal règle par délibération les affaires de la commune ;  Vu les articles L.2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que le Conseil Municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles ;  Vu l'avis du domaine en date du 15 mars 2019 ;  Considérant que le bâtiment en R+1 sis 376 rue Neuve appartient au domaine privé communal ;  Considérant que ledit immeuble n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation ;  Le Conseil Municipal est donc appelé à valider la cession de cet immeuble communal et d'en définir les conditions générales de vente.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>DECIDE</b> de la vente de l'immeuble sis 376 rue Neuve à Montluel cadastré AB 414 ;</li> <li>- <b>AUTORISE</b> Monsieur le Maire, Monsieur le premier adjoint ou Madame l'adjointe aux finances à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la vente de ce bâtiment par vente de gré à gré, dite amiable, dans les conditions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales et dont l'acte sera dressé par un notaire dans les conditions de droit commun ;</li> <li>- <b>DELEGUE</b> la commercialisation du bâtiment à Square habitat sis 131 avenue de la Gare à Montluel ;</li> <li>- <b>DE FIXER</b> le prix à hauteur de 98 000 € (quatre-vingt-dix-huit-mille euros) dont 8000 € (huit-milles euros) de frais d'honoraires du mandataire précisé supra ;</li> <li>- <b>INDIQUE</b> la désignation du bâtiment à vendre : dépendance bâtie en double mitoyenneté, en R+1 d'ancien garage de 90 m2 utiles pondérés en cumulé ;</li> <li>- <b>DIT</b> que l'acquéreur règlera en sus les frais de notaire ;</li> <li>- <b>AUTORISE</b> Monsieur le Maire, Monsieur le premier adjoint ou Madame l'adjointe aux finances à signer le compromis de vente, l'acte de vente et tous les documents subséquents.</li> </ul>	<p><b>Pour à l'unanimité</b></p>

# FIXATION DU NOMBRE ET DE LA REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA 3CM DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire de la 3CM pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- Soit selon les dispositions de droit commun prévues du II au IV de l'article L.5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Soit selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
  - o Être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune ;
  - o Chaque commune devra disposer d'au moins un siège ;
  - o Aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges ;
  - o La part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté de communes doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes.

De telles délibérations doivent être adoptées au plus tard le 31 août 2019 par la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

A défaut d'un tel accord constaté par le Préfet au 31 août 2019, selon la procédure légale [*droit commun*], Monsieur le Préfet fixera à 31 sièges [*droit commun*], le nombre de sièges du conseil communautaire, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au plus tard au 31 octobre 2019, par arrêté préfectoral, Monsieur le Préfet fixera la composition du conseil communautaire, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale [*droit commun*].

Monsieur le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes membres de la communauté un accord local, fixant à 33, le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés au 2°) du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Nom des communes membres	Populations municipales	Nombre de conseillers communautaires titulaires
Montluel	7 005 habitants	9 sièges
Dagneux	4 706 habitants	6 sièges
Béligneux	3 314 habitants	4 sièges
La Boisse	3 021 habitants	4 sièges
Balan	2 856 habitants	3 sièges
Niévroz	1 577 habitants	2 sièges
Bressolles	891 habitants	2 sièges
Pizay	796 habitants	2 sièges
Sainte-Croix	566 habitants	1 siège

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- **DE FIXER** à trente-trois le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de communes de la Côtière à Montluel, répartis comme précisé dans le tableau supra ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Pour à  
l'unanimité



COMMUNICATION DU MAIRE	Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les décisions suivantes ont été prises, en vertu des articles L2122-22 et suivants, L2131-2 du code général des collectivités territoriales, de l’ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret modifié n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, ainsi que de la délibération n°2017-10-10-002 du 10 octobre 2017 portant délégation du conseil municipal au Maire :			Le Conseil est informé.				
	<table><tr><th>Objet du marché</th><th>Date notification du marché</th><th>Nom de l’entreprise attributaire</th><th>Montant du marché H.T.</th></tr><tr><td>Travaux de rénovation dans les écoles de la Commune</td><td>24/06/2019</td><td>Lot 1 : Sols souples – WASSO SERVICES Lot 2 : Faux plafonds – DONETTI ET FILS Lot 3 : Menuiseries extérieures et intérieures – SARL CHEVILLON Lot 4 : Peinture – MEUNIER</td><td>Lot 1 : Sols souples – 26 945 euros HT Lot 2 : Faux plafonds – 13 116,74 euros HT Lot 3 : Menuiseries extérieures et intérieures – 17 166,06 euros HT Lot 4 : Peinture – 8 308 euros HT Total : 65 535,80 euros HT</td></tr></table>	Objet du marché	Date notification du marché		Nom de l’entreprise attributaire	Montant du marché H.T.	Travaux de rénovation dans les écoles de la Commune	24/06/2019
Objet du marché	Date notification du marché	Nom de l’entreprise attributaire	Montant du marché H.T.					
Travaux de rénovation dans les écoles de la Commune	24/06/2019	Lot 1 : Sols souples – WASSO SERVICES Lot 2 : Faux plafonds – DONETTI ET FILS Lot 3 : Menuiseries extérieures et intérieures – SARL CHEVILLON Lot 4 : Peinture – MEUNIER	Lot 1 : Sols souples – 26 945 euros HT Lot 2 : Faux plafonds – 13 116,74 euros HT Lot 3 : Menuiseries extérieures et intérieures – 17 166,06 euros HT Lot 4 : Peinture – 8 308 euros HT Total : 65 535,80 euros HT					
QUESTIONS DIVERSES								

Levée de la séance à 20H  
Affiché le :

Fait à Montluel, le 11 juillet 2019

Le Maire,

Romain DAUBIÉ

